

Eléments de lecture sur la situation politique en Algérie

samedi 8 juin 2013, par [DJERMOUNE Nadir](#) (Date de rédaction antérieure : 8 juin 2013).

Contribution soumise) la discussion dans le PST sur la situation en Algérie.

1- L'aggravation de l'état de santé du président, que nous savons malade depuis des années, et son absence prolongée de la présidence créent une situation qui s'apparente à une crise politique au sommet du pouvoir. La gestion hasardeuse et aléatoire de son séjour français accentue le malaise et les supputations. L'après Bouteflika est désormais à l'ordre du jour avec une certaine appréhension. Cette appréhension est, toutefois, entretenue par diverses critiques pro et anti-pouvoir pour nourrir l'inquiétude et la prudence sur l'avenir politique du pays. Mais, au-delà des enjeux de succession où se combinent les ambitions personnelles, les luttes de « clans » au sein de la bureaucratie au pouvoir et les intérêts des fractions de la bourgeoisie algérienne de plus en plus présente et actrice dans l'échiquier, à quoi on peut rajouter des forces impérialistes très intéressées par le « devenir de l'Algérie », tout ceci remplit une fonction bien simple : maintenir la grogne populaire dans la défensive et construire une transition douce. Car, sans préjuger sur sa future mort clinique, on assiste de fait à la fin de son règne politique.

En réalité, la seule nouveauté dans ce registre est dans l'agenda du pouvoir et les modalités de la tenue de l'élection présidentielle. Celle-ci sera organisée, comme nous le savons, dans le courant de l'année 2014, avec comme préalable une révision de la constitution annoncée dans le sillage du printemps tunisien. Ce qui annonçait initialement le renforcement et la consolidation du pouvoir présidentiel et exécutif au détriment des autres institutions élues, déjà en vigueur dans la pratique. Aujourd'hui, les nouvelles conditions lèvent le mystère du 4^e mandant. Mais, les voies d'une alternative restent encore opaques. L'absence de candidatures et de projets partisans à quelques mois de l'échéance présidentielle sonne comme une quête d'un front uni libéral pour une transition sans bruit.

2- Pour être restée à l'écart des troubles et crises révolutionnaires qui traversent des pays de la région, l'Algérie est choyée et courtisée de toute part. Le règne de Bouteflika présente une relative stabilité sociale et politique, au vu des années 90 et sa guerre civile. Elle coïncide avec une période d'aisance financière par la grâce du pétrole. De plus, la présidence d'Abdelaziz Bouteflika, depuis 1999, offre un semblant d'autorité civile sur les militaires très présents dans les années de guerre. Mais, ce qui est présenté comme une réforme dans l'exercice du pouvoir avec l'émergence du civil sur le militaire n'est en réalité qu'un renforcement des pouvoirs personnels du nouveau président et de l'émergence de la « république des Wali » et de la police. Une restructuration et un recentrage des logiques du pouvoir se sont effectués, déplaçant les centres de décision de la sphère sécuritaire à l'univers financier. Un libéralisme rampant s'affirme dans ce sillage. Une classe moyenne émerge et une bourgeoisie s'en grossit sous son ombre ; mais aussi une urbanisation effrénée qui est passée d'un exode rural à une modernisation globale et territoriale avec son lot de contradictions : mixité de

l'espace public, demande de qualité dans l'enseignement, espace public squaté par l'informel, contradictions linguistiques, absence de rigueur dans la santé, problème de transport et d'infrastructures diverses...

3- Cette mutation sociologique est en déphasage avec les rythmes politiques. Elle bute sur l'absence d'une révolution politique et sociale ; une révolution qui n'a pas eu lieu ou qui n'est pas achevée. Elle s'accommode de ce fait avec une tradition et culture politique « bonapartiste ». Cette culture qui est d'origine française a dépeint sur le personnel dirigeant algérien ! ce qui a fait dire à Bouteflika, pour la petite histoire, qu'il est plus grand que Napoléon Bonaparte de 5 cm, en réaction à une question désobligeante d'une journaliste française. C'est aussi le profil de « De Gaulle » que prenait Boudiaf lors de son « rappel » en 91 ! De Boumedienne à Chadli jusqu'à Bouteflika, la même tradition persiste. Mais le substrat social d'antagonisme de classes n'est plus le même. Aujourd'hui l'écart social et culturel est plus profond que les premières années d'indépendance. Bouteflika s'est imposé dans un contexte de guerre civile larvée qui prédispose la société à ce genre de solution politique. Il marque la fin de cycle. Mais une révolution nécessaire dans les mœurs politiques et dans la structure sociale est orpheline d'un projet politique économique et social. Les rares candidatures pour les présidentielles se contentent de perpétuer la tradition. La crise dans les partis « classiques », au sein du FLN, dans certains partis issus de l'ouverture d'octobre 88, et les changements du personnel dirigeant d'autres partis, traduit l'incapacité à diriger cette mutation, mais aussi la peur d'être submergée.

4- Ce libéralisme économique rampant est au fait la face qui s'enroule derrière le rideau d'un régime stable avec toutefois son lot de corruption, de chômage massif des jeunes, népotisme, fragilité des institutions. Les affaires de corruption qui secouent le pays depuis quelques temps sont celles qui peuvent anéantir un règne finissant. Frapper le président sur le terrain moral est ce qui peut l'anéantir, lui qui se réclame de l'image et de l'intégrité de son parrain Boumedienne. Mais il est facile et simpliste de les réduire à une campagne de déstabilisation du « clan » présidentiel ou à des règlements de compte entre factions bureaucratiques en course vers le pouvoir ou encore de tenter de les faire porter exclusivement par la responsabilité de Chekib Khelil, « *le cheval de Troie des états unis et de la banque mondiale* ». La politique de l'ex ministre de l'énergie fut celle du président et de tout le régime au-delà du poids des uns et l'implication directe des autres. La corruption a joué un rôle de tout premier plan dans la formation accélérée d'une nouvelle bourgeoisie peu portée sur la production. La dilapidation du secteur public et les importations tout azimute a écrasé littéralement ce qui reste du tissu productif national aussi modeste soit-il. La politique de Bouteflika, de ce point de vue, constitue une accélération et non une rupture de la politique néolibérale entamée depuis plus de trois décennies. Elle prolonge et tente d'achever le projet de la « transition à l'économie de marché » initiée dès le début des années 1980. Cette politique efface toute possibilité d'un développement national. En intégrant et en soumettant l'économie algérienne au marché mondial dominé par quelques puissances financières et économiques de quelques Etats impérialistes, en servant de réceptacle aux marchandises que ces mêmes économies en crise qui n'arrivent pas à écouler, en offrant généreusement des marchés colossaux aux multinationales (autoroutes, métro, tramways, bâtiment et travaux publics...) ainsi que la gestion de nombre de ses entreprises (aéroports, ports, services des eaux...)... le régime fait le lit de la corruption.

5- Cette crise de projet alternatif et de représentation politique que vivent les classes dominantes ne désenchante pas le mouvement populaire et les travailleurs. Régulièrement, des grèves, des manifestations de rues, des routes coupées, ne cessent pas. Le bouillonnement dans la société est constant ; grèves dans les hôpitaux, dans l'enseignement, marche des chômeurs, série de manifestations contre la corruption qui s'exerce sur la distribution de logements, autant d'actions qui sont porteuses d'un potentiel subversif incontrôlable dans une absence de représentation politique. C'est dans ce contexte que Sellal, en tant premier ministre, émerge comme candidat du

consensus potentiel. Il n'a pas, de ce point de vue, la simple fonction de « *gérer la boutique en l'absence du patron* » -pour reprendre l'humour d'autodérision très algérien que lui attribuent les médias notamment le journal *Echourok*- . la construction d'une image d'un premier ministre cool, avec beaucoup d'humour et homme de dialogue et loin des affaires de corruption consiste à atténuer la pression, à évacuer la question de la corruption et endiguer le stress et l'angoisse que pourrait engendrer la mort prématurée du président. Mais si les contradictions, les conflits et les déchirements peuvent être provisoirement absorbés ou réduits, la seule voie d'accès à la catharsis reste celle d'une rupture radicale sur le plan politique et social que seules les classes dominées et de travailleurs, qui n'ont rien à perdre, peuvent mener.

Nadir Djermoune
